

DREAL-UD69-RP
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2024-170
modifiant l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018,
autorisant l'exploitation par la société AMAZON France LOGISTIQUE SAS
de l'installation située rue de Hongrie,
Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GOODMAN dans son établissement situé Rue de Hongrie, Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU le courrier de la Direction départementale de la protection des populations du 7 juin 2024 accusant réception de la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 28 février 2024 par la société AMAZON France LOGISTIQUE SAS suite à la reprise des activités qui étaient exploitées par la société GOODMAN France, rue de Hongrie, Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU le dossier de porter à connaissance du 1^{er} juillet 2024 (RHAP240336-V1 – juin 2024) de la société AMAZON France LOGISTIQUE SAS portant sur :

- la réduction du nombre de places de parking VL ;
- la mise en place d'ombrières photovoltaïques sur 50 % du parking VL ;
- le réaménagement intérieur des bureaux et locaux sociaux et la modification du système de détection incendie ;
- le déplacement d'un local informatique au rez-de-chaussé de l'entrepôt ;
- l'implantation de trois gaines verticales (trémies) pour permettre le transfert des colis entre les niveaux RDC, R+1 et R+2 ;
- des demandes de reformulations de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/10/2018 portant sur les caractéristiques de résistance au feu des façades extérieures de l'entrepôt et le bassin de rétention, afin de lever toute ambiguïté sur leurs possibles interprétations, sans modification par rapport au dossier de demande d'autorisation de 2018 ;
- la dérogation aux espèces protégées.

VU le rapport du 19 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 20 août 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les réponses du 29 août 2024 et du 2 septembre 2024 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la proximité du site avec l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry nécessite avant la réalisation de tout projet d'implantation d'installation photovoltaïque, qu'il soit d'une part démontrée l'absence de gêne visuelle pour le pilote ou pour le contrôleur aérien (ou personnel AFIS) conformément aux modalités définies par la DGAC et d'autre part recueilli l'avis favorable de la DGAC ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des suivis écologiques réalisés au sein de la concession de l'Aéroport Lyon-Saint-Exupéry, il apparaît que trois nouvelles espèces d'oiseaux protégées peuvent être qualifiées de nicheuses au sein du périmètre visé par le projet (l'Accenteur mouchet, le Bruant proyer et la Mésange bleue) ;

CONSIDÉRANT que la dérogation à la protection des espèces intégrée dans l'autorisation environnementale du 29 octobre 2018 doit maintenant viser ces nouvelles espèces ;

CONSIDÉRANT que la séquence éviter, réduire, compenser est appliquée pour ces nouvelles espèces et que des mesures complémentaires de réduction et de suivi ont été envisagées et sont retenues dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les mesures de compensation MC1 et MC2 prescrites par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 permettent de compenser les impacts résiduels sur l'habitat de reproduction des nouvelles espèces et que par conséquent, des mesures de compensation supplémentaires ne sont pas nécessaires ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des trois nouvelles espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées ne modifient pas le tableau des activités du site figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018, mais qu'il convient tout de même de l'actualiser suite à des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, et qu'elles ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

La société AMAZON France LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé au 67, boulevard du Général Leclerc à CLICHY est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour l'établissement qu'elle exploite Rue de Hongrie, Aéroport Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU.

Il est accusé réception du dossier de porter à connaissance transmis le 1^{er} juillet 2024.

ARTICLE 2

Le tableau des activités de l'ANNEXE 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 est remplacé par celui de l'ANNEXE 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3

– Stationnement VL

La phrase suivante de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :
« un parking VL d'une capacité de 1435 places au Sud de la parcelle »

est remplacée par :

« un parking VL d'une capacité de 1074 places au Sud de la parcelle »

L'article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 est supprimée.

– Mise en place d'ombrières photovoltaïques sur 50 % du parking VL

L'article 10.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Toute installation photovoltaïque est interdite, sauf à démontrer l'absence de gêne visuelle pour le pilote ou pour le contrôleur aérien (ou personnel AFIS) conformément aux modalités définies par la DGAC ; et après avis favorable de la DGAC.

En outre, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ».

– Réaménagement intérieur des bureaux et locaux sociaux et la modification du système de détection incendie

La première phrase de l'article 9.3.4 l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :

« Les systèmes automatiques d'incendie (sprinkler et détection par aspiration d'air) avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour la cellule de stockage, la cellule MOD et pour les bureaux et locaux sociaux à proximité des stockages »

est remplacée par :

« Les systèmes automatiques d'incendie (sprinkler et détection par aspiration d'air ou détection optique) avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour la cellule de stockage, la cellule MOD et pour les bureaux et locaux sociaux à proximité des stockages ».

– Gaines verticales (trémies)

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 l'article suivant :

« Article 9.2.2.5 gaines verticales (trémies)

Deux gaines verticales de 2,6m x 7,4m et une gaine de 1,5m x 1,5m permettent le transfert des colis entre les niveaux RDC, R+1 et R+2. Les parois de ces gaines seront EI120, et sont équipées de trappes sur chaque étage permettant le passage des colis sur convoyeurs. Ces trappes sont équipées de guillotines EI120 asservies au système de détection incendie permettant l'isolement en cas de déclenchement incendie. Ces gaines seront également protégées par le système d'extinction automatique ».

– Bassin d'infiltration des eaux pluviales

La phrase suivante de l'article 5.4.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :

« Pour chacun bassin, le sol en place est substitué par une couche de sable de 1 m d'épaisseur en fond de bassin d'une perméabilité de 2.10-5 m/s. Les talus mis en œuvre sont constitués d'une couche de 30 cm de sable de caractéristiques identiques à celui disposé en fond de bassin jusqu'au niveau des plus hautes eaux dans le bassin pour T=100 ans »

est remplacée par :

« Pour chacun bassin, le sol en place est substitué par une couche de sable de 1 m d'épaisseur en fond de bassin d'une perméabilité de 2.10-5 m/s. Les talus mis en œuvre sont constitués d'une couche de 30 cm de terre végétale de perméabilité équivalente au sable disposé en fond de bassin jusqu'au niveau des plus hautes eaux dans le bassin pour T=100 ans ».

- Façades extérieures

La phrase suivante de l'article 9.2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :

« Le mur périphérique du rez-de-chaussée est EI 90 sur 5 mètres de hauteur »

est remplacée par :

« le mur périphérique (façades) au P1 (process) est réalisé en panneaux béton EI 90 sur 5 m de hauteur. Sur le reste de la hauteur, le bardage en panneaux sandwich ne présente pas de résistance au feu particulière. »

- Moyen de lutte contre l'incendie (bassin de rétention)

La phrase suivante de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) d'une réserve d'eau supplémentaire de 12 700 m³ constituée par le bassin de rétention des eaux pluviales de voiries et parking (...) »

est remplacée par :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) d'une réserve d'eau complémentaire constituée par le bassin de rétention mentionné à l'article 9.4.1 ».

- Dispositif de rétention des pollutions accidentelles (bassin de rétention)

La phrase suivante de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2018 :

« le volume nécessaire pour le confinement est de 7 460 m³ dans le bassin de rétention des eaux pluviales susceptible d'être polluée (parking et voirie) (B3), d'un volume minimum de 12 700 m³ dont 5 240 m³ prévu pour la gestion des eaux pluviales »

est remplacée par :

« Le site dispose d'une capacité de rétention de 12 700 m³ permettant de stocker a minima le volume de 5 240 m³ relatif à la gestion des eaux pluviales pour une période de retour de 10 ans et le volume de confinement des eaux d'extinction incendie de 5 307 m³ (selon le calcul D9A) ».

ARTICLE 4

Le tableau du chapitre 3.1 « OBJET DE LA DÉROGATION » de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 est remplacé comme suit :

| ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique | Destruction de spécimens | Perturbation intentionnelle de spécimens | Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos |
|---|-----------------------------|--|--|
| AMPHIBIENS ET REPTILES | | | |
| Crapaud calamite <i>Bufo calamita</i> | X | X | X |
| Lézard des murailles <i>Podarcis muralis</i> | X | X | X |
| Lézard vert occidental <i>Lacerta bilineata</i> | X | X | X |
| Couleuvre verte et jaune <i>Hierophis viridiflavus</i> | X | X | X |
| OISEAUX | | | |
| Accenteur mouchet <i>Prunella modularis</i> | X | X | X |
| Bergeronnette grise <i>Motacilla alba</i> | X | X | X |
| Bruant proyer <i>Emberiza calandra</i> | X | X | X |
| Chardonneret élégant <i>Carduelis carduelis</i> | X | X | X |
| Choucas des tours <i>Corvus monedula</i> | X | X | |
| Epervier d'Europe <i>Accipiter nisus</i> | X | X | X |
| Faucon crécerelle <i>Falco tinnunculus</i> | X | X | X |
| Faucon hobereau <i>Falco subbuteo</i> | X | X | X |
| Fauvette à tête noire <i>Sylvia atricapilla</i> | X | X | X |
| Fauvette grisette <i>Sylvia communis</i> | X | X | X |
| Hirondelle de rivage <i>Riparia riparia</i> | X | X | |
| Hypolaïs polyglotte <i>Hippolais polyglotta</i> | X | X | X |
| Linotte mélodieuse <i>Carduelis cannabina</i> | X | X | X |
| Mésange à longue queue <i>Aegithalos caudatus</i> | X | X | X |
| Mésange bleue <i>Cyanistes caeruleus</i> | X | X | X |
| Mésange charbonnière <i>Parus major</i> | X | X | X |
| Milan noir <i>Malvus migrans</i> | X | X | X |
| Moineau domestique <i>Passer domesticus</i> | X | X | |
| Oedicnème criard <i>Burhinus oedicnemus</i> | X | X | X |
| Petit gravelot | X | X | X |

| ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique | Destruction de spécimens | Perturbation intentionnelle de spécimens | Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos |
|---|-----------------------------|--|--|
| <i>Charadrius dubius</i> | | | |
| Pinson des arbres <i>Fringilla coelebs</i> | X | X | X |
| Pouillot véloce <i>Phylloscopus collybita</i> | X | X | X |
| Rossignol philomèle <i>Luscinia megarhynchos</i> | X | X | X |
| Rouge-gorge familier <i>Erithacus rubecula</i> | X | X | X |
| Rougequeue noir <i>Phoenicurus ochuros</i> | X | X | X |
| Tarier pâtre <i>Saxicola torquatus</i> | X | X | X |
| Troglodyte mignon <i>Troglodytes troglodytes</i> | X | X | X |
| Verdier d'Europe <i>Carduelis chloris</i> | X | X | X |
| Tarier des prés <i>Saxicola rubetra</i> | X | X | X |
| MAMMIFÈRES | | | |
| Pipistrelle de Kuhl <i>Pipistrella kuhlii</i> | X | X | |
| Barbastelle d'Europe <i>Barbastella barbastellus</i> | X | X | |
| Hérisson d'Europe <i>Erinaceus europaeus</i> | X | X | X |

ARTICLE 5

L'article 3.3.2 « Mesures de réduction des impacts » de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 est complété comme suit :

MR4. Réalisation d'espaces verts favorables à la biodiversité

Cette mesure concerne la plantation de haies sur les bordures nord et ouest du projet comme localisées en ANNEXE 2.

Les plantations sont réalisées entre novembre et mars après préparation du sol. Les essences plantées sont adaptées aux conditions édaphiques locales ; il s'agit exclusivement d'espèces autochtones sauvages (excluant toute variété ornementale), si possible labellisées « Végétal local » ou, à défaut, bénéficiant d'un label équivalent.

La liste (non exhaustive) des espèces indicatives pouvant être utilisées est la suivante :

- Arbres : Charme (*Carpinus betulus*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Erable plane (*Acer platanoides*), Erable sycomore (*Acer pseudoplatanus*), Chêne sessile (*Quercus petraea*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Merisier (*Prunus avium*), Sorbier (*Sorbus domestica*),
- Haies bocagères : Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Noisetier (*Corylus avellana*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Viorne lantane (*Viburnum lantana*), Chèvrefeuille des haies (*Lonicera xylosteum*).

Les plantations sont réalisées sur trois rangées et sur une largeur minimale de 1,5 mètres.

Les linéaires de haies sont accompagnés de part et d'autre d'une bande enherbée d'une largeur minimale de 1 mètre.

Les sujets plantés font l'objet d'une surveillance annuelle dans le cadre de la mesure de suivi MS2 et sont remplacés si nécessaire.

Une gestion écologique des haies au lamier est admise 1 à 2 fois tous les 5 ans, sans tailler plus de 50 % du linéaire par an.

Les bandes enherbées font l'objet d'une fauche annuelle tardive après le 1^{er} septembre avec exportation des résidus de fauche.

Les traitements phytosanitaires sont proscrits.

MR5. Aménagement de structures favorables à la faune sauvage

Le projet intègre l'aménagement de différentes structures favorables à la faune sauvage, effectives pendant toute la durée d'exploitation.

Nichoir à Faucon crécerelle

Le nichoir est posé à une hauteur minimale de 5 mètres (sur arbres, façades ou poteaux élevés) et orienté vers le sud-est.

Nichoires à Martinets noirs

Six nichoires triples sont posés au sud-est du bâtiment et à une hauteur minimale de 6 mètres.

Nichoires à Moineaux domestiques

Cinq nichoires triples sont posés au sud-est du bâtiment et à une hauteur minimale de 2,5 mètres.

Nichoires à Mésange charbonnière (X2), à Mésange bleue (X2) et nichoires semi-ouvertes (X2)

Six nichoires supplémentaires sont posés dans les arbres des espaces verts du site. Ils sont orientés vers le sud-est ou le sud-ouest à une hauteur minimale de 2,5 mètres.

A l'exception des nichoires à Faucon crécerelle et à Martinets noirs, les nichoires occupées en période de nidification une année n font l'objet d'un entretien et nettoyage aussi souvent que nécessaire entre mi-septembre et mi-octobre.

Gîtes à chiroptères

Deux gîtes à chiroptères sont installés à l'est de l'emprise du projet, sur la façade des bâtiments à une hauteur minimale de 3 mètres.

Les gîtes utilisés sont de préférence des gîtes auto-nettoyants. A défaut, ils **font l'objet d'un nettoyage aussi souvent que nécessaire sans produit de nettoyage entre mi-septembre et mi-octobre.**

Gîte à Hérisson d'Europe

Un gîte à Hérisson est disposé au sud-est de l'emprise du projet, à l'abri du vent et de la pluie, en pied de haie. L'entrée du gîte est limitée à 10 cm de diamètre.

Caches à petite faune et sites de ponte

Les micro-habitats suivants sont créés :

Caches à petite faune : maintien in-situ des résidus de coupe issus des abattages d'arbres et débroussaillage réalisés au démarrage du chantier au sein de zones boisées ou de haies. A minima 2 caches de 1 à 3 m³ pour la petite faune, constitués de bois morts de tout type, disposés de façon à créer des interstices. Ils sont positionnés à l'abri du vent en secteur ensoleillé ou semi-ombragé.

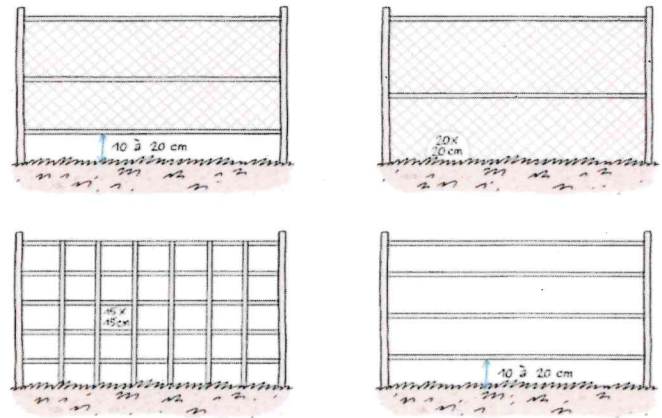
Aménagement de deux sites de ponte constitués de tas de matière organique et remplacés régulièrement, à minima tous les 2 ans.

Les emplacements définitifs des nichoires, gîtes et abris artificiels sont déterminés par l'écologue dans le cadre de la mission décrite à la mesure MS1 et sont consignés dans le rapport de suivi (la localisation indicative provisoire figure en ANNEXE 2).

MR6. Perméabilité du site à la petite faune

Les clôtures permettent le passage de la petite faune en ménageant des ouvertures de 20 x 20 cm, à minima tous les 10 mètres (ou dispositif équivalent).

La figure ci-contre représente quelques dispositifs utilisables.



MR7. Aménagement des bassins d'infiltration pour les rendre favorables à la petite faune

Tous les bassins d'infiltration sont équipés d'au moins deux dispositifs « échappatoires » pour la faune. Ils sont mis en place dès la fin des terrassements et restent effectifs durant toute la période d'exploitation.

ARTICLE 6

L'article 3.3.5 « Mesures de suivis et évaluation des mesures » de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2018 est complété comme suit :

MS6. Suivi écologique et vérification des installations pour la faune

La mise en œuvre et l'efficacité des aménagements décrits à la mesure MR5 font l'objet d'un suivi en années N+1, N+2, N+3 et N+5.

MS7. Vérification des installations lumineuses, de la perméabilité des clôtures et de la fonctionnalité des échappatoires à faune

La mise en œuvre et l'efficacité des aménagements décrits à la mesure MR06 font l'objet d'un suivi en années N+1, N+2, N+3 et N+5.

Pour les mesures MS6 et MS7, l'année N correspond à l'année de fin des travaux, soit l'année 2026.

ARTICLE 7

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois, à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (la société AMAZON France LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé au 67, boulevard du Général Leclerc à CLICHY), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 9

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société AMAZON France LOGISTIQUE SAS.

Lyon, le 13 SEP. 2024

Pour la préfète,
La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe
Judith HUSSON

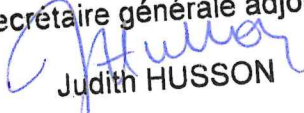
ANNEXE 1 – Situation administrative
Installations classées pour la protection de l'environnement

| Rubriques | Installations et activités concernées | Éléments caractéristiques | Régime |
|-----------|---|--|--------|
| 1510-2b | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 2 (...) le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | Volume total de l'entrepôt : 878 310 m³ environ 112 000 tonnes maximum de matières combustibles 320 000 m ³ maximum de volume stocké Volume maximal stocké de papier, carton, bois, polymères (au sens de la rubrique ICPE 2662), de matières plastiques (au sens de la rubrique ICPE 2663-2) : 320 000 m ³ | E |
| 2910-A.2 | Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, ou du biogaz 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW | Puissance thermique nominale totale des 2 groupes électrogènes de 2,2 MW . | DC |
| 2925-2 | Ateliers de charge d'accumulateurs 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public | Puissance de charge maximale : 2 500 kW Batteries de technologie Li-ion | D |
| 1185-2-a | Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kgs | Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente : 40 000 kg | DC |

E : Enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique

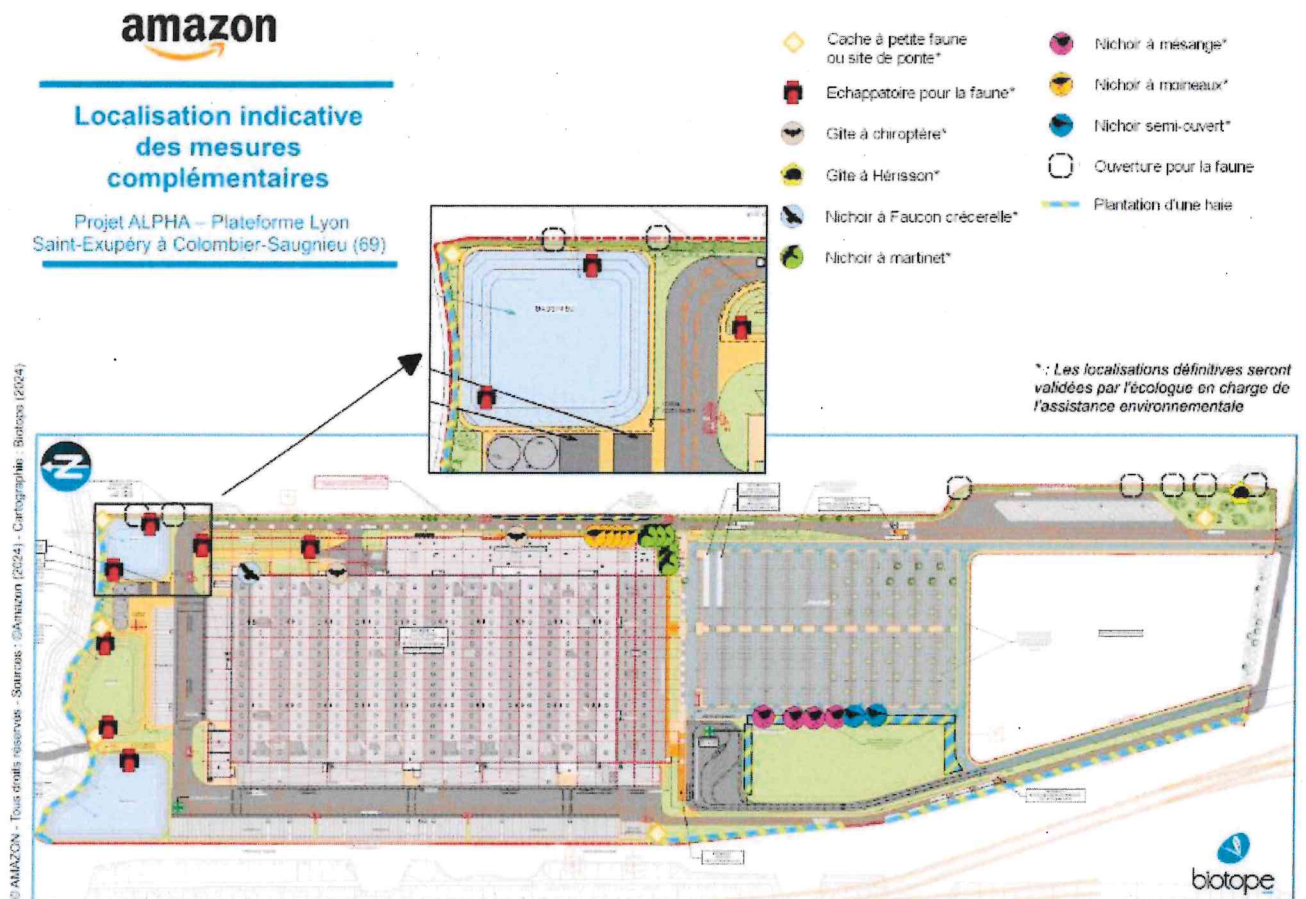
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-170

Lyon, le 13 SEP. 2024

Pour la préfète, la sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe

 Judith HUSSON

ANNEXE 2

Localisation indicative des mesures de réduction complémentaires MR4 à MR7



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-170

Lyon, le

13 SEP. 2024

Pour la préfète, **La sous-préfète,**
Secrétaire générale adjointe
Judith HUSSON